



*Centre de **R**éflexions et d'**A**ctions pour le **D**éveloppement
Intégré et la **S**olidarité*

Rapport Annuel global 2012

Février 2013

Introduction générale

Les nouveaux partenariats dans lesquels s'est engagée l'ONG CeRADIS illustrent à souhait la performance et le dynamisme de l'organisation qui malgré les multiples années d'exercice, a su braver le temps et est restée malgré tout compétitive.

En effet, tout au long de son parcours l'Ong s'est dotée de nouveaux atouts qui font sa force et lui permettent d'être distinguée au rang des organisations crédibles avec lesquelles, il faudra forcément compter. Cela s'illustre par le renforcement du nombre et de la qualité de ses ressources humaines aussi engagées les unes que les autres sur les chantiers qu'elles sont appelées à s'investir. C'est l'une des forces indéniables de la structure dont elle a su également tirer le plus grand profit. En ce qui concerne, les engagements, l'année 2012 a consacré la signature d'un certain nombre de contrats de partenariat pour des prestations de service, de même que des partenariats institutionnels. Plan Bénin est l'un de ces partenaires avec qui CeRADIS s'est engagé dans un contrat de prestation pour la cause des adolescents, adolescentes et jeunes du département du Couffo. Ce fut l'occasion pour notre organisation d'étendre son rayonnement dans ce département et de confirmer par la même occasion son envergure d'organisation nationale.

Intéressée également par les performances de CeRADIS et le caractère innovant de ses interventions, l'Ambassade des Pays-Bas au Bénin ne s'est pas faite prier pour accepter l'offre de partenariat sollicitée de la part de CeRADIS ; cela est en passe de donner lieu à un parcours commun de longue durée, pour autant que les engagements soient de part et d'autre respectés.

Au plan institutionnel, CeRADIS a renforcé son ancrage dans l'appareil institutionnel du Bénin et jouit d'une réputation d'organisation digne de considération. Il ne se passe plus un mois sans une invitation de CeRADIS à un événement (séminaire, formations et autres) quelconque qui engage la vie et la santé des populations en particulier des femmes et des enfants du Bénin. C'est un indicateur certain de l'enracinement de la structure dans son contexte et la marque d'une reconnaissance expresse de son utilité en tant qu'organisation de la société civile.

Les interventions en matière de plaidoyer aussi bien en santé de la reproduction que sur le VIH lui ont conféré la marque d'une organisation engagée dans la défense des droits des catégories vulnérables et valu des témoignages poignants sur son efficacité et sa crédibilité.

Tout cela n'a pas été possible en effet sans des préalables importants. Il est par conséquent question de travailler à rendre pérenne ce capital crédit confiance de la part des partenaires en vue de continuer à toujours bénéficier de leur sympathie, moyen simple et sûr pour s'engager sur la voie de la durabilité.

Les projets mis en œuvre

Dans la gamme des projets mis en œuvre on peut retrouver ceux issus des nouveaux engagements et ceux conduits depuis quelques années et qui du moins s'inscrivent dans la continuité.

Projet : « Promotion des droits à la santé sexuelle et reproductive des adolescents /adolescentes et jeunes dans 120 communautés du Couffo et de l'Atacora du Bénin ».

Financé par l'Agence suédoise pour le Développement international avec l'Appui de Plan Suède, ce projet est piloté par Plan Bénin avec trois Ong locales dont CeRADIS

Démarré depuis février 2012, ce projet poursuit les objectifs suivants :

- Améliorer d'ici à fin 2013, un environnement plus favorable à la réalisation et au respect des droits à la santé sexuelle et reproductive des adolescents et jeunes dans les six communes pilotes du projet ;
- Développer les capacités d'organisation, de leadership et de compétences de vie saine des membres de 120 Associations de jeunes de 10 à 24 ans en vue de la réclamation de leurs droits non satisfaits et l'amélioration de la santé sexuelle et reproductive ainsi que la réduction de l'impact de l'infection à VIH au sein de la jeunesse ;
- Accroître de 10%, d'ici à fin 2013, l'utilisation des services de dépistage volontaire et de l'acceptation de l'utilisation des préservatifs organisés par les centres de santé amis des jeunes avec l'implication des jeunes leaders du village.

CeRADIS expérimente donc une approche communautaire basée sur les droits en matière de santé sexuelle et de la reproduction des adolescentes, adolescents et jeunes des communautés du Bénin. L'action se déroule dans deux communes de l'atacora et quatre communes du Couffo dont Dogbo et Djakotomey où CeRADIS intervient en qualité de structure de mise en œuvre. C'est une action de plaidoyer par laquelle les acteurs entendent impliquer toutes les composantes de la société dans la promotion des droits sexuels et reproductifs des ado et jeunes. Ainsi, quarante chefs de villages, dix sept chefs d'arrondissements, deux Maires sont impliqués dans la mise en œuvre projet. Par ailleurs des groupements de

femmes, des leaders religieux et communautaires sont partie prenante à l'action, sans oublier les communautés villageois d'enfants pour le développement. C'est dire que l'action n'a ignoré aucune composante des communautés bénéficiaires

Les résultats attendus :

- Au niveau national, les documents de politiques et de stratégies en matière de santé sexuelle et reproductive des Jeunes existants sont revisités, finalisés et vulgarisés ;
- Le leadership des Jeunes et des adolescents est accru et efficace ;
- Les connaissances et les pratiques des jeunes et adolescents/ adolescentes en matière de comportements sexuels sont améliorés;
- L'utilisation des services de la santé sexuelle et reproductive par les jeunes, adolescents / adolescentes est accrue ;
- Les autorités locales, les leaders traditionnels et religieux et les parents des adolescents des communes bénéficiaires sont engagés et très actifs dans la mise en œuvre des actions du projet ;

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet , CeRADIS s'est vu confier, en dehors des attributions communes aux trois ONG, des attributions spécifiques qui font de lui l'interlocuteur de la Direction de la santé de la Mère et de l'Enfant du ministère de la santé pour ce qui concerne l'accompagnement à donner pour revisiter, finaliser et disséminer les documents de politique et de stratégie notamment le Document de Stratégie Nationale Multisectorielle de la santé de la reproduction des Adolescents et Jeunes et vulgariser tous les textes de lois portant sur la Santé de la reproduction des jeunes et adolescents.

A ce jour CeRADIS a déjà réalisé les activités suivantes :

- Organisation de la cérémonie de lancement du projet au niveau national dans l'enceinte de la mairie de Dogbo.
- Organisation de l'Atelier de démarrage et d'orientations des acteurs de mise en œuvre du projet.
- Organisation de deux sessions de plaidoyer en direction des autorités politico-administratives dans les communes de Dogbo et de Djakotomey,
- Organisation de sessions de mobilisation communautaire dans quarante villages
- Identification et équipement de deux espaces de jeunes dans les deux communes
- Mise en place de quarante associations de jeunes et de quarante comités villageois de sages dans les quarante villages d'intervention
- Formation de 80 jeunes au leadership et à l'organisation des groupes
- Organisation de deux Ateliers de plaidoyer sur les droits à la Santé Sexuelle et Reproductive et l'éducation parentale des jeunes à l'endroit des adultes dans les communes de Djakotomey et de Dogbo
- Mise en place d'un comité communal de pilotage du projet au niveau de Dogbo et de Djakotomey

Projet : Renforcement des capacités du centre "Kpote Kiosque" dans la promotion des droits reproductifs et sexuels des Jeunes filles en situation de vulnérabilité.

Résumé de l'action

I- Rappels des objectifs du projet :

- Renforcer les capacités de 50 pairs éducateurs et de 6 conseillers-animateurs du kpote kiosque sur les questions de genre et droits en santé de la reproduction d'ici à 3 ans.
- Favoriser et améliorer l'accès de 1500 jeunes et adolescentes à l'information et aux services de santé sexuelle et de la procréation par le biais du kpote kiosque d'ici à 3 ans.
- Renforcer les capacités de 25 associations de parents d'apprenants et de responsables de culte et chefs traditionnels d'ici 3 ans

Le besoin pour le programme de renforcer les capacités du centre trouve son fondement dans les conclusions de l'étude d'évaluation : les filles participent moins que les garçons aux activités du centre du fait des pesanteurs socio culturelles et de l'occupation de ces dernières à des activités domestiques. D'autre part, un renforcement des actions en direction des jeunes de manière générale pour prendre en compte une approche basée sur le développement des compétences de vie a été souligné.

Le renforcement du kpote kiosque s'oriente beaucoup plus sur les besoins spécifiques des jeunes filles vulnérables. L'idée étant d'augmenter la représentation de ces dernières parmi les cibles touchées mais aussi de développer des stratégies pour les maintenir.

➤ **Activités principales réalisées**

1- La Formation des pairs éducateurs et conseillers/animateurs

Deux formats de formations ont été donnés au personnel d'animation du kpote kiosque : deux sessions de formation en Genre assurées par le financement de l'Union européenne et qui auront permis de doter le personnel en connaissance et outils sur le genre.

Chaque session de formation s'est déroulée en deux étapes : une formation théorique faite de débats et jeux de rôle sur les thèmes retenus et des visites de site

Les sessions ont été assurées par des spécialistes en santé de la reproduction et l'équipe de coordination du projet.

2- Atelier de définition des politiques

Cet atelier qui a regroupé les principaux acteurs répertoriés dans la mise en œuvre du projet a permis à l'équipe de coordination du projet de valider les options prises notamment :

- ⇒ L'importance du rôle des parents comme un public central pour l'éducation à la santé et acteurs à part entière et, en particulier des mères, dans l'éducation des adolescentes et jeunes. Les mères ont été reconnues unanimement comme les portes d'entrée pour atteindre les adolescentes
- ⇒ La pertinence et l'urgence de développer des approches spécifiques en direction des jeunes filles car les filles sont considérées comme un groupe plus ou moins oublié dans les activités du Kpote Kiosque
- ⇒ L'implication des patrons et patronnes d'ateliers dans la sensibilisation des apprenties pour accéder aux services offerts au niveau du Kpote kiosque
- ⇒ Deux catégorisations du groupe cible ont été effectuées : les filles scolarisées et celles qui sont hors de l'école et dans les centres d'apprentissage des métiers. Pour ces deux groupes il est retenu que le projet développe des approches spécifiques. Et le développement de ces stratégies devra tenir compte d'une part des mères pour les scolarisées mais d'autre part des mères et des 'patrons ou patronnes' d'ateliers pour les filles en apprentissage.
- ⇒ L'indissociabilité des questions de genre dans la problématique autour du kpote kiosque.

3- L'organisation des journées d'informations et d'échanges

Quatre journées d'informations et d'échanges ont été organisées en direction de quatre acteurs principaux à savoir : les parents, les patrons et patronnes d'ateliers, les responsables d'établissements scolaires, les chefs de cultes et élus locaux.

Ces journées ont permis de focaliser davantage l'attention de ces groupes cibles sur les enjeux liés à une bonne sexualité et une santé de la reproduction saine de leurs progénitures ou des enfants qui sont sous leur tutelle.

4- Les séances de sensibilisation hors les murs

Ces séances faites surtout de causeries débats ont été organisées dans les dans les collèges, les marchés, dans les Centres d'apprentissage par les pairs éducateurs appuyés par les enseignants, les patronnes ou patrons d'ateliers et les animateurs.

Deux pairs –éducateurs ont été déployés par quartier et le territoire couvert compte 14 quartiers. Ils ont assuré par binôme deux causeries débats par mois et sur six mois au cours cette première phase du projet. Au total donc 168 causeries débats ont été faites avec les cibles bénéficiaires du projet. Plus 5000 jeunes ont été touchés durant cette opération.

5-Organisation des émissions radios interactives.

Cinq émissions interactives ont été organisées et qui ont porté sur les thèmes suivants : **droits des adolescents et responsabilités des parents en matière de sexualité et de reproduction ; les missions du Kpote kiosque ; les opportunités qui s'offrent aux jeunes au kpote kiosque ; Prévention des grossesses non désirées et besoins en contraceptifs des jeunes ; risques encourus par les adolescentes et jeunes en matière de sexualité et de reproduction ;**

6- Atelier de revue à mi-parcours

Cet atelier a regroupé l'ensemble des acteurs impliqués dans la mise en œuvre du projet. Au total 50 personnes ont participé à cette revue dont l'équipe de coordination du projet, les représentants des détenteurs d'enjeux et la directrice des Services des Affaires à la Population de la Mairie de Cotonou représentant le maire :

Les premiers résultats obtenus après la mise en œuvre des activités ont été présentés par la coordonnatrice du projet et débattus par l'ensemble des participants. Des commentaires, propositions et recommandations ont sanctionné les travaux. Les résultats ont été regroupés en cinq points d'intérêts :

- ⇒ *-Le taux de fréquentation du kpote kiosque par les adolescentes et leur niveau de connaissances relativement à leurs droits en matière de sexualité et de reproduction.*

Après six mois de mise en œuvre du projet, il a été noté une nette augmentation du taux de fréquentation du kpote kiosque au niveau des adolescentes/adolescents du secteur des métiers. L'analyse des nouveaux usagers a permis de noter une forte proportion des aides domestiques, des apprenties couturières et coiffeuses ainsi que les vendeuses ambulantes. Au terme d'une année d'activités 358 adolescentes du secteur des métiers, toutes catégories confondues, ont visité le centre, ont reçu l'information complète sur les IST/VIH/SIDA, connaissent les centres où elles peuvent aller se faire dépister et traiter les IST contractées éventuellement.

- ⇒ *Les attentes exprimées par les jeunes et adolescentes en matière de services à base communautaire.*

La demande en préservatifs est en augmentation constante, les services en matière de PF ont été sollicités surtout dans le rang des adolescentes évoluant dans le secteur des métiers et des scolaires.

On commence par noter une forte demande de préservatifs masculins provenant des adolescentes et jeunes alors que dans le passé c'est surtout les jeunes garçons qui font plus la demande. Et c'est surtout la double protection qu'offre le préservatif qui commence par retenir davantage l'attention de la gent féminine.

⇒ *Le profil des nouveaux appelants sur la ligne jaune MTN suite aux séances de sensibilisation*

Au niveau de la ligne jaune, le rapport d'activités 2011 a fait ressortir une augmentation de 20 % en moyenne par mois des appelants du secteur des métiers notamment des apprenties couturières, des apprenties coiffeuses, des vendeuses évoluant dans les marchés

⇒ *Le point sur le partenariat avec les formations sanitaires*

Deux centres de dépistage volontaires et anonymes sont en partenariat avec le kpote kiosque et en six mois d'activités du projet 2337 adolescentes se sont portées volontaires pour se faire dépistées alors que dans le passé le nombre d'adolescentes marginalisées, en situation de vulnérabilité n'ont presque pas fait la demande : sur les 37 dépistées une seule est séropositive et a été prise en charge par le centre de prise en charge partenaire du kpote kiosque.

Pour ce qui concerne les le traitement des IST, 22 cas d'infections sexuellement transmissibles ont été traités au sein de cette couche (herpès génital, mycoses et candidoses et la syphilis)

⇒ *les conclusions de l'étude socio-anthropologique sur la situation des adolescentes en situation de vulnérabilité dans le 12^{ème} arrondissement (voir rapport d'étude en annexe)*

⇒ *la contribution des détenteurs d'enjeux dans l'exécution du projet.*

Ce sont les patronnes et patrons d'ateliers ainsi que les chefs religieux et traditionnels et particulièrement les évangélistes qui se sont véritablement impliqués dans le projet : les pairs éducateurs et les animateurs ont été accompagnés par ces acteurs dans la mobilisation et la sensibilisation des adolescentes marginalisées dans les centres de formation professionnelle et sur les lieux de culte.

Les parents et les enseignants n'ont pas non plus été du reste car des propositions concrètes sont sorties des rencontres organisées au sein du comité des adultes qui suit très attentivement les développements du projet. Le comité des adultes a également travaillé avec les parents afin que ces derniers puissent autoriser les aides domestiques à fréquenter le centre et à bénéficier des prestations qui y sont offertes.

Cet atelier de revue aura permis de mesurer l'intérêt que les détenteurs d'enjeux accordent au projet et leur engagement pour l'atteinte des résultats futurs.

Projet intégré de prise en charge et de mobilisation sociale autour des PVVIH dans les localités de Ouidah et de Kpomassè au Bénin

Résumé de l'action

La lutte contre le VIH/SIDA est un chapitre essentiel du parcours de CeRADIS. L'association s'y déploie particulièrement en milieu rural dans les domaines de la prévention et de la prise en charge psychosociale et apporte une contribution substantielle à la prise en charge médicale : Les actions de lutte contre le VIH en milieu rural constituent donc l'un des volets importants de notre programme d'action. Et le présent projet dont nous présentons les résultats finaux fait partie des actions majeures initiées en milieu rural dans les localités de Ouidah et de Kpomassè au sud ouest du Bénin et se situant sur l'un des axes migratoires du corridor Lagos-Cotonou-Abidjan.

Les activités développées dans le cadre de ce projet ont permis, d'une part, de renforcer la prise en charge psychosociale et nutritionnelle des PVV résidant dans les deux localités et dont le nombre s'accroît sans cesse et d'autre part de renforcer sur le double plan organisationnel et technique les associations au sein desquelles évolue la majorité des PVV.

Enfin l'appui que nous apportons aux orphelins et enfants vulnérables des deux localités constitue un véritable soulagement pour les parents ou proches de ces enfants qui ne demandent qu'à vivre décemment et à s'instruire pour le bonheur de leurs familles et de leur pays.

Rappel des Objectifs du projet

Objectif principal : Améliorer la prise en charge des malades du SIDA et des PVV dans les localités de Ouidah et de Kpomassè d'ici à 12 mois

Objectifs secondaires :

- Soutenir 150 PVV et malades du SIDA dans la prévention et le traitement des Infections Opportunistes dans les deux localités d'ici à 12 mois
- *Faciliter l'observance au traitement de 120 PVV dans les deux localités d'ici à 12 mois*
- *Proposer une prise en charge psycho-sociale à 150 PVV et leurs familles dans les deux localités d'ici à 12 mois.*

Activités prévues et réalisées

- Organiser le suivi de 120 PVV dans la prévention et le traitement des infections opportunistes
- Organiser des entretiens avec les personnes infectées et affectées sur l'amélioration de leur cadre de vie
- Accompagner les 150 PVV dans le cadre de l'observance au traitement
- Organiser un appui nutritionnel aux PVV et à leurs familles :
- Identifier les difficultés d'accompagnement chez les PVV ou dans leur environnement et qui entravent le traitement
- Organiser le soutien scolaire et la mise en apprentissage des Orphelins et enfants vulnérables
- Organiser la supervision du projet

Résultats obtenus

Ce projet a enregistré les résultats ci-après :

- **Sur le plan de la prévention**, 2805 élèves répartis dans les neuf collèges que comptent les deux localités ont été sensibilisés et ont reçu l'information complète sur le VIH par le biais des animations et causeries débats.
- 541 personnes ont été accompagnées dans leur volonté de se faire dépister au niveau des formations sanitaires.
- **Sur le plan de la prise en charge médicale**, 114 PVVIH ont bénéficié de soins médicaux dans le cadre du traitement des infections opportunistes (diarrhées, fièvres, dermatoses, anémies, faiblesse générale, paludisme chronique, maladies des yeux, herpès génital, infections chroniques diverses) et 112 personnes infectées ont été accompagnées dans le cadre de leur suivi médical
- **Sur le plan de la prise en charge psychosociale et de l'accompagnement à l'observance**, 357 visites à domicile ont été effectuées auprès de 79 PVVIH dont 98 sous ARV
- **Sur le plan de la prise en charge scolaire et l'insertion dans le secteur des métiers des Orphelins et enfants vulnérables(OEV)**, 153 enfants dont 59 filles ont été pris en charge (achats de fournitures, de tenues kaki et paiement des droits d'écolages) sur un financement du fonds mondial. Cet appui est le fruit du partenariat que nous développons avec les centres de promotion sociale de Ouidah et Kpomassè.
- **Sur le plan de la prise en charge nutritionnelle**, 113 PVVIH et leurs familles dont 315 enfants ont bénéficié de colis alimentaires (riz, sucre, semoule, lait, soja, pin de savons, huile et haricot.) Dans le cadre de cette prise en charge, CeRADIS a obtenu des vivres du Programme Alimentaire Mondial et de l'Ong internationale Catholic Relief Services Le partenariat avec ces différentes

structures a permis de disposer d'une quantité importante de vivres qui s'est ajoutée à celle que le financement FSSA nous a permis d'acquérir.

- **Sur le plan des initiatives en matière de communication avec les radios locales**, Dix émissions radios inter actives et rediffusées ont été organisées sur deux radios locales à large audience (radios locales KPASSE & FM-Gbètin) sur les thèmes relatifs à la stigmatisation, à l'observance, à la nécessité pour les malades de rompre avec l'isolement et le soutien fondamental que les parents se doivent d'accorder aux PVVIH.
- **Sur le plan du renforcement des capacités organisationnelles et techniques des deux associations de PVVIH**, 6 sessions de formation ont été organisées sur le contenu de la loi N°2005-31 du 10 avril 2006 portant prévention, prise en charge et contrôle du VIH/SIDA au Bénin et par laquelle le législateur a consacré la protection des malades du Sida et de leur famille.

Analyse des résultats

Quel est l'état d'âme actuel des PVVIH, cibles de l'action ?

On peut sans risque de se tromper affirmer qu'elles ont plutôt retrouvé une confiance certaine. Elles ont le sentiment d'appartenir désormais à une communauté qui les respecte et les considère comme membre à part entière. Le regard culpabilisateur et stigmatisant est devenu plus commode, plus humain. Le suivi médical aidant, une certaine confiance habite désormais ces personnes. « je suis contente que l'Etat me reconnaisse grâce à ma maladie ; ainsi je ne suis plus seule à l'affronter », affirme l'une des patientes. Le fait qu'elle peut se défendre socialement malgré son état de santé est un indicateur tangible de la confiance en soi retrouvée.

Quant aux membres des familles affectées, ils sont tous unanimes pour reconnaître que notre action leur aura permis de reprendre espoir quant à la survie de leurs parents

Le partenariat avec les autorités locales

Le projet a bénéficié de l'appui franc et sincère des élus locaux, des sages, des notables et tous les autres acteurs sociaux intervenant dans la localité. Les élus locaux, les sages et notables ainsi que les leaders d'opinion ont été d'un secours très apprécié dans la mobilisation des populations lors des représentations théâtrales.

Le renforcement des capacités organisationnelles et techniques des deux associations de PVVIH

Les efforts consentis par la coordination du projet dans la structuration et le renforcement des capacités des membres des deux associations constituent des acquis majeurs pour notre organisation sur le plan de la capitalisation des expériences.

Il est aujourd'hui évident que la contribution des PVVIH dans l'éradication du mal passe par leur formation et leur implication dans le militantisme associatif. C'est aussi un facteur important pour combattre la stigmatisation qui constitue un autre fléau en Afrique subsaharienne.

Plusieurs membres ont reconnu que leur participation aux activités associatives les a vraiment réconfortés et leur a permis d'envisager autrement l'avenir aujourd'hui.

La mise en œuvre du projet a aussi révélé qu'un minimum de structuration des associations est requis pour une meilleure connaissance de l'état de santé des membres, un meilleur suivi psychosocial et une meilleure implication dans le système socio-sanitaire.

La législation béninoise a fait un grand pas en matière de lutte contre la stigmatisation en votant la loi N°2005-31 du 5 avril 2006 portant prévention, prise en charge et contrôle du VIH/SIDA au Bénin. Cette *loi* prévoit dans ses dispositions, des peines privatives de liberté à l'encontre de tout individu reconnu coupable de stigmatisation d'une PVVIH et dans le même prévoit des sanctions à l'endroit de PVVIH qui se rendrait coupable de pratiques destinées à propager la maladie en s'adonnant à des activités sexuelles non protégées.. La vulgarisation de ce texte auquel ont participé les membres de nos associations a contribué à atténuer la stigmatisation ambiante qui a cours au sein de l'opinion. Cela nous a aidés énormément du point de vue des perceptions.

Projet de mise en service du dispositif téléphonique national d'écoute, d'information, de soutien et d'orientation sur le VIH/SIDA et les IST et les Violences basées sur le genre à Cotonou (Ligne jaune INFO)

Contexte

L'explosion du marché de la téléphonie mobile des pays en développement, les progrès technologiques en télécommunications augmentent les potentialités d'accès à l'information dans le respect des principes fondamentaux de la relation d'aide à distance (RAD) tels que : **l'anonymat ; la confidentialité ; le non jugement ; le respect de la vie privé et la gratuité**. L'utilisation de la téléphonie mobile en tant qu'un moyen de communication efficace, est un outil très important, parfaitement adapté à la tradition orale et au mode de vie. CeRADIS ONG, dans la fidélité à ses actions de promotion de la santé et Droit sexuels et reproductifs et en particulier la lutte contre le VIH-Sida, a compris que dans un contexte de tabou sur la santé sexuelle et reproductive, il est important de mettre en place « **des espaces protégés d'expression et d'information pour permettre à chacun et à chacune de s'exprimer librement** » en saisissant l'opportunité qu'offre la nouvelle technologie de la télécommunication. C'est dans cet ordre d'idée qu'est né la « ligne jaune infos SANTE »

Depuis la mise en service du dispositif de la relation d'aide à distance en 2009, il a été loisible de constater que les appels proviennent de tous les départements de notre pays et même des pays limitrophes. Sur une période deux ans d'exécution du projet nous avons enregistré 128495 appels pour une prévision de 30 000 appels soit plus de 500% de taux de réalisation physique. La poursuite du projet est donc une nécessité dans la mesure où il permet de promouvoir un outil efficace pour soutenir et accompagner, dans le plus strict anonymat, les personnes atteintes et affectées par le VIH.

Rappel des objectifs

- Contribuer à réduire la vulnérabilité des populations au VIH et à l'impact du SIDA

De façon plus spécifique, il s'agit de

- Rendre disponibles des services permanents d'information et de conseil sur le VIH/SIDA , les IST et les grossesses non désirées, accessibles par téléphones sur l'ensemble du territoire national pour le changement de comportement au profit des groupes le plus vulnérables.
- Orienter les populations sexuellement actives disposant d'un téléphone et vivant sur l'ensemble du territoire national
- Contribuer à la promotion des services VIH et PF disponibles sur l'ensemble du territoire national

Les Bénéficiaires

Le dispositif s'intéresse à la population dans son ensemble, mais un intérêt particulier sera accordé aux PVVIH et les PAVIH, aux femmes et jeunes filles qui pourront communiquer de façon anonyme et gratuite sur les sujets intimes et personnels, les jeunes scolarisés et non scolarisés et toutes les populations en situation de vulnérabilité (jeunes, professionnel (le) s du sexe et leurs clients, etc.)

Le fonctionnement de la ligne au cours 2012.

Comme au début, le plateau technique est assuré par des professionnels de l'écoute et de l'aide à distance, qui se relaient sur deux groupes d'au moins trois écoutants, assurant ainsi le travail de 08h à 20h. Le domaine du VIH-SIDA et de LA Sante de Reproduction étant bien vaste, le champs des interventions fut très diversifié, en sorte que presque tous les aspects de ces termes ont été touchés Les activités de la ligne en 2011

Dans le strict respect de la déontologie de leur travail, les écoutants, en fusion avec les responsables de la ligne, ont su accueillir et orienter les divers préoccupations et questions posées par les appelants de divers horizon du Bénin et quelques zones frontalières. Ensuite, pour l'amélioration des prestations de la ligne, diverses actions d'information dans les masses média ont eu lieu, sous forme, de communication audiovisuelle, des visites des grands stars de la musique et aux travers des téléphones portables des abonnés. Enfin, l'équipement matériel des écoutants s'est vu amélioré avec l'installation des ordinateurs pour chaque écoutant, permettant ainsi une meilleure collecte et traitement des données.

- Recrutement et redynamisation de l'équipe des écoutants ;

L'équipe des écoutants s'est renforcée par deux nouveaux écoutants et une formation continue de toute l'équipe. Les écoutants ont bénéficié également de la formation en genre financée par l'Union Européenne dans le cadre du projet Défi - jeune.

- Communication et promotion autour de la ligne jaune ;

Tout au début de l'année la coordinatrice de la ligne est passée sur deux chaînes de télévision (ORTB et Canal 3) pour communiquer au tour du numéro et rappeler les objectifs de la ligne avec le soutien financier de la fondation MTN du PMLS2 et de CeRADIS. Des SMS ont aussi été envoyés aux abonnés MTN dans le cadre de la journée Mondiale de lutte contre le Sida.

La Fondation MTN a invité le groupe kassav pour un concert géant les vacances d'été. A cet effet la fondation a organisé une visite du groupe sur la ligne et une communication autour du numéro du dispositif est faite par les icones du groupe suivi d'une remise par la fondation de quatre ordinateurs de tables aux écoutants

Les résultats des activités de la ligne

Durant l'année 2012, la ligne a enregistré 41956 appels dont les 3/4 sont véritablement traité jusqu'au bout, soit un pourcentage de 75%. Les appels hors cadre (qui n'ont pas pu être traité jusqu'au bout et ou dont les thématiques ne sont pas conformes avec ceux de la ligne jaune) représentent donc le quart (1/4) des appels sur la ligne jaune en 2011. Au vu de ces tendances statistiques et par rapport aux années précédentes, nous pouvons dire que les appels chutent progressivement. Cette chute peut s'expliquer par :

La non communication autour du numéro, les campagnes de communication ne sont que de courte durée.

Les nouveaux appelants ne sont pas nombreux

Les dysfonctionnements du plateau technique

La perte des appels suite aux transferts des appels entre les écoutants

Les coupures intempestives de l'énergie électrique

Conclusion

En mettant en œuvre ce projet nous étions loin d'imaginer que le nombre des appelants atteindrait mensuellement ce chiffre malgré le taux de baisse des appels ces derniers mois. C'est vrai que la population est informée sur l'existence d'une telle maladie, mais le constat est que la communication sur le sexe, les IST et autres reste et demeure tabou. Des différents échanges et entretiens reçus sur la ligne, la discrimination, la stigmatisation de même que l'auto stigmatisation demeurent un véritable problème. Par le biais de la ligne, plusieurs dysfonctionnements remarqués dans nos différents centres de dépistage volontaire sont relevés. Le caractère anonyme et confidentiel de la ligne nous a permis d'avoir des témoignages sur certains centres qui continuent de facturer le dépistage aux candidats volontaires au test. De même que des formes de discrimination et de stigmatisation dans certains villages et milieu de travail. La ligne a aussi enregistré des appels des MSM donc témoignant de leur existence et qu'il faut un suivi médical de ces derniers. Notons que la variable des nouveaux et anciens appelants nous a permis de conclure qu'il y a peu de personnes nouvelles qui ont une connaissance du numéro d'où la nécessité d'une communication au tour du numéro de la ligne car son apport pour une bonne santé n'est plus à démontrer.

Défi-jeunes : une approche intégrée de promotion de la demande des adolescentes en service de santé sexuelle et de la procréation

Résumé de l'action

Financé par l'Agence Française de Développement et coordonné techniquement par l'association française Equilibres & Populations, ce projet vise à favoriser en trois ans la demande services et de soins en Santé de la reproduction des adolescentes à risques en appuyant les communautés dans la mise en place d'activités innovantes prenant en compte les rapports de pouvoir entre les hommes et les femmes sur les sites de Zogbodomey et du 12^{ème} arrondissement de la ville de Cotonou.

La première année d'exécution du projet avait permis de mener différentes études (une cartographie des filles vulnérables, un exercice de couverture sanitaire et des entretiens qualitatifs. Au préalable un transfert de compétences a été effectué au personnel d'animation du projet au sein du CeRADIS par Population Council, ce qui nous a permis d'adapter les outils méthodologiques et formé les équipe terrain. Les études ont été conduites de manière participative et ont impliqué les adolescentes et les groupes cibles. Elles ont donné de la visibilité aux adolescentes vulnérables et ont amorcé une prise de conscience du problème dans les communautés.

Les aspects innovants du projet reposent sur trois axes : la complémentarité entre action de ter pilote et plaidoyer, la prise en compte des environnements et normes sociales pour un changement de comportement et la richesse d'une intervention pluridisciplinaire.

Tout au long de l'année 2012, des actions de terrain ont été développées sur la base du document de stratégie simplifiée élaboré à partir des données préalablement recueillies. Des axes prioritaires d'action ont été identifiés avec les communautés de Zogbodomey et du 12^{ème} arrondissement de Cotonou et ont permis de mener des activités suivantes :

Activités développées :

- -Organisation de 8 séances de mobilisation communautaire au niveau de 20 villages à l'intention des chefs de villages, des leaders religieux et traditionnels, des parents des filles et des détenteurs d'enjeux au niveau du 12^{ème} arrondissement .

- -identification et accompagnement d'un groupe d'une trentaine de filles en situation de vulnérabilité (filles-mères, filles mariées précocement, petites bonnes, marchandes ambulantes...) par site
- -organisation de 24 sessions de leçon de vie sur le SIDA, la SR et la santé maternelle et néonatale et les compétences de vie courante à l'intention des adolescentes mariées et non mariées sur les deux sites.
- -organisation de trois rencontres jeunes-filles/prestataires de santé sur les deux sites
- -identification d'une cinquantaine d'hommes mariés et de jeunes garçons qui font office d'école des maris à Zogbodomey.
- -organisation de six sessions éducatives à l'intention des maris sur les responsabilités des maris dans l'éducation de la famille et la promotion de la santé maternelle

Résultats :

- 1) Les barrières qui limitent l'expression et la satisfaction de la demande des jeunes, en particulier des filles vulnérables, en service et en soins de santé sexuelle et de la procréation sont identifiées
- 2) Les activités innovantes qui stimulent la demande des filles vulnérables en services et en soins de santé sexuelle et de la procréation sont mises en place
- 3) Les expériences dans les deux sites comment par être documentées.
- 4) 4) les capacités du personnel de terrain et du personnel de conception dans la mise en œuvre d'action en faveur de la santé de la procréation des filles et prenant en compte le genre sont en train d'être renforcées.

Projet de Renforcement des acteurs de la société civile de la lutte contre le sida en matière de plaidoyer

Ce projet multi-pays porté par le consortium d'associations françaises (Act up, AIDES et Solidarité SIDA) et soutenu financièrement par l'Agence Française de Développement est parti de la conviction que « les associations peuvent et doivent jouer un rôle plus important dans la définition, la mise en œuvre et le suivi de la réponse nationale en matière de VIH, et ainsi avoir une influence croissante sur les mécanismes nationaux et les politiques publiques »

Mis en œuvre au Bénin, au Burkina et au Cameroun par les associations CeRADIS, le Réseau d'accès aux médicaments essentiels (RAME) au Burkina Faso et Positive Génération au Cameroun, ce projet d'une durée de 4 ans qui expire en juin 2013, a démarré ses activités au Bénin depuis le 1^{er} juillet 2011.

Ses objectifs principaux sont les suivants :

Objectif principal : Faire percevoir à l'opinion publique l'obligation et la nécessité pour l'Etat de garantir le droit à la vie des PVV par une prise en charge adéquate.

Objectifs secondaires

- ✓ Réaffirmer le rôle de sentinelle de la société civile dans le suivi de la performance du gouvernement.
- ✓ Contribuer à offrir aux PVV une prise en charge de qualité en adéquation avec l'évolution de la médecine
- ✓ Amener l'Etat à reconnaître davantage sa responsabilité dans la prise en charge des malades.
- ✓ Disposer d'une banque de données fiables à partir desquelles il sera possible de mener diverses actions de plaidoyer
- ✓ Contribuer à ce que les financements disponibles pour la lutte contre le sida soient utilisés de façon optimisée pour une réponse adaptée

Activités déjà réalisées :

- ✓ Mise en place d'un partenariat avec le Réseau des Associations de Personnes Vivant avec le VIH au Bénin (ReBAP+)
- ✓ Mise en place de la coalition ARV regroupant le Réseau des ONG béninoises de Santé, le ReBAP+, l'Association Béninoise de Droit de Développement

(ADD), le CEBAC-STP, ALCRER, et l'Association des Femmes Juristes du Bénin (AFJB)

- ✓ Création d'un Partenariat avec la presse
- ✓ Rédaction et publication d'une vingtaine d'articles sur la qualité de la prise en charge médicale et nutritionnelle et le leadership du CNLS au Bénin
- ✓ Publication d'un mémorandum sur la question du VIH au Bénin
- ✓ Publication de communiqués de presse et de lettre ouverte

Activités en cours de préparation

Mise en place d'un observatoire sur la qualité de la prise en charge médicale des PVVIH au Bénin.

CeRADIS bénéficie aujourd'hui, tout au moins de la part du Comité National de Lutte contre Sida, d'une reconnaissance d'acteur civil majeur de la Lutte Contre le Sida pour sa connaissance approfondie des problématiques de la LCS, d'une part, et pour ses prises de position, d'autre part. En effet, elle est invitée par le CNLS pour des rencontres au même titre que les collectifs qui y sont conviés comme le ROBS, le RéBAP+, la CEBAC-STP, etc.

Il faut aussi souligner que le travail de CeRADIS ces derniers mois a permis de démystifier et de démythifier les problèmes liés à la lutte contre le sida au Bénin. En effet, les problématiques de la LCS sont aujourd'hui exposées à l'opinion publique, font l'actualité et agitent le débat public ; alors qu'avant c'était une question de spécialistes de la santé et particulièrement de VIH/sida. La mauvaise gestion du round 9 du Fonds Mondial a fait la manchette d'un quotidien au cours de ce mois de juin. Des organes de presse et des journalistes s'intéressent au sujet et sollicitent de la documentation auprès de CeRADIS pour produire des articles.

Les membres d'associations de PVV sont impatients de fournir des informations à l'observatoire et des documents sensibles et confidentiels sont communiqués au Plaidoyer pour des actions de dénonciation.

PARTICIPATION AUX CONFERENCES

- CeRADIS par le biais de son directeur exécutif a participé à la conférence Francophone sur le VIH SIDA au Maroc en mars 2012.
- CeRADIS a participé à la Conférence Mondiale sur le VIH SIDA en juillet 2012 à Washington